

Rapport annuel 2021 du Barreau

Statistiques sur la réglementation professionnelle

Plaintes reçues en 2021

En 2021, le nombre de nouvelles plaintes reçues par la Réglementation professionnelle a augmenté de 6,3 % par rapport à 2020 et a baissé de 3 % par rapport à 2019.

Nouvelles plaintes reçues de 2016 à 2021

| Année | Nombre de nouvelles plaintes reçues |
|-------|-------------------------------------|
| 2016 | 4 833 |
| 2017 | 4 737 |
| 2018 | 4 200 |
| 2019 | 4 379 |
| 2020 | 3 987 |
| 2021 | 4 238 |

En ce qui a trait aux 4 238 nouvelles plaintes reçues par la Réglementation professionnelle en 2021, la répartition par sujet et par plaignant est comparable aux années précédentes.

Voici la répartition par sujet :

- 79 % des plaintes visaient des avocats
- 12 % des plaintes visaient des parajuristes
- Le reste des plaintes et affaires visaient des non-titulaires de permis et des demandeurs de permis d'avocats et de parajuristes.

Voici la répartition par plaignant :

- 72 % des plaintes ont été portées par des membres du public
- 14 % des plaintes ont été portées par des titulaires de permis
- 14 % des plaintes ont été soulevées à l'interne (c.-à-d. le plaignant est le Barreau).

Types de plaintes

Les types d'allégations soulevées dans les plaintes reçues par la Réglementation professionnelle et dans les plaintes renvoyées au Service des enquêtes étaient semblables aux types d'allégations soulevées dans ces deux groupes les années précédentes. En ce qui a trait aux plaintes formulées dans les avis délivrés en 2021, un plus grand nombre de problèmes de service ont été soulevés, mais on note un plus petit nombre de plaintes visant les problèmes financiers et les demandes particulières depuis 2020.

Types d'allégations soulevées dans les plaintes en 2021

| Type de plainte | Plaintes reçues par la Réglementation professionnelle | Plaintes reçues par le Service des enquêtes | Plaintes formulées dans les avis délivrés par le Service de la discipline |
|--|---|---|---|
| Problèmes de service | 45 % | 44 % | 40 % |
| Problèmes d'intégrité | 44 % | 43 % | 43 % |
| Problèmes de gouvernance | 20 % | 41 % | 40 % |
| Problèmes financiers | 10 % | 20 % | 25 % |
| Conflits | 5 % | 7 % | 5 % |
| Problèmes de demandes particulières (y compris la capacité, la suspension interlocutoire, le rétablissement du permis, les différends concernant des conditions et les questions liées à la délivrance de permis) | 6 % | 12 % | 14 % |

Domaines du droit précisés dans les plaintes reçues

Veillez noter que ces statistiques ne visent que les plaintes dans lesquelles au moins un domaine du droit était précisé. Plus d'un domaine du droit peut être mentionné dans une plainte.

Les domaines du droit précisés dans les plaintes reçues par la Règlementation professionnelle et les plaintes renvoyées au Service des enquêtes en 2021 étaient généralement semblables à 2020, malgré une augmentation des plaintes visant le droit administratif et l'immigration reçues par la Règlementation professionnelle. À l'égard des plaintes formulées dans les avis délivrés en 2021, on note un plus grand nombre en contentieux civil et dans la catégorie « Autre », et un plus petit nombre dans le droit des sociétés et commercial et en droit immobilier qu'en 2020.

Domaines du droit soulevés dans les plaintes reçues en 2021

| Domaine du droit soulevé dans la plainte | Plaintes reçues par la Règlementation professionnelle | Plaintes reçues par le Service des enquêtes | Plaintes formulées dans les avis délivrés par le Service de la discipline |
|--|---|---|---|
| Contentieux civil | 23 % | 24 % | 28 % |
| Immobilier | 15 % | 19 % | 18 % |
| Famille | 20 % | 15 % | 14 % |
| Criminel | 8 % | 12 % | 9 % |
| Administratif/immigration | 13 % | 15 % | 19 % |
| Successoral | 8 % | 6 % | 5 % |
| Sociétés/commercial | 3 % | 4 % | 3 % |
| Emploi | 3 % | 3 % | 0 % |
| Autre | 13 % | 12 % | 18 % |

Audiences entendues par la Section de première instance du Tribunal du Barreau

Avis délivrés

En 2021, 168 avis ont été déposés : 109 visaient des avocats ; 42 visaient des parajuristes ; 9 visaient des demandeurs de permis de parajuriste ; 8 visaient des demandeurs de permis d'avocat.

Types d'avis déposés à la Section de première instance, de 2016 à 2021

| Année | Avis délivrés par le Barreau (y compris la conduite, la capacité et le non-respect) | Avis de motion pour suspension ou restriction interlocutoire (y compris les motions en modification ou en annulation d'ordonnances existantes) | Avis délivrés par les titulaires de permis ou les demandeurs (y compris la délivrance de permis, le rétablissement de permis et les différends concernant des conditions) |
|-------------|---|--|---|
| 2016 | 127 | 26 | 16 |
| 2017 | 116 | 21 | 23 |
| 2018 | 103 | 16 | 13 |
| 2019 | 114 | 14 | 16 |
| 2020 | 131 | 12 | 22 |
| 2021 | 136 | 9 | 23 |

Affaires tranchées

« Affaire tranchée » pour la Règlementation professionnelle s'entend d'une affaire dans laquelle la Section de première instance du Tribunal du Barreau a rendu une ordonnance définitive et que le Tribunal est considéré comme *functus* ou lorsque l'affaire a été retirée, abandonnée ou réputée abandonnée.

En 2021, la Section de première instance du Tribunal du Barreau a entendu 151 causes dont 106 visaient des avocats et des demandeurs de permis d'avocat, et dont 45 visaient des parajuristes et des demandeurs de permis de parajuriste.

Sanctions imposées dans des affaires portant sur la conduite

Sanctions imposées dans des affaires portant sur la conduite tranchées entre 2016 et 2021

| Année | Réprimande | Suspension | Permission de rendre le permis/révocations du permis | Amende seulement |
|-------------|------------|------------|--|------------------|
| 2015 | 16 | 46 | 25 | 0 |
| 2016 | 20 | 49 | 24 | 0 |
| 2017 | 25 | 67 | 22 | 1 |
| 2018 | 22 | 55 | 24 | 0 |
| 2019 | 10 | 37 | 25 | 0 |
| 2020 | 16 | 43 | 19 | 1 |
| 2021 | 16 | 63 | 31 | 0 |

Ces résultats se sont révélés semblables à la proportion des totaux annuels visant chaque type de sanction. Par exemple, les suspensions représentent, en moyenne, environ 54 % de toutes les sanctions imposées (dans une fourchette de 51 % à 58 % au cours des six années visées).